



revue

REVUES  
EDITORIAUX  
ACTUEL  
ARTICLES  
DOSSIERS  
TABLES DES MATIÈRES  
50 ANS DE CHOISIR

RECHERCHER

LE MOT DU JOUR

administration

ABONNEMENTS  
CONTACTS  
LIENS  
QUI SOMMES NOUS ?  
RÉDACTION

derniers articles

27 mars 2012  
[Guerre entre les Soudans](#)

27 mars 2012  
[Maladies des pauvres](#)

26 mars 2012  
[Attaque d'Anonymous contre le Vatican](#)

26 mars 2012  
[Pour une économie au service de l'homme](#)

23 mars 2012  
[Homs aujourd'hui Témoignage du Père Hilal](#)

22 mars 2012  
[Abus des forces de l'opposition, nettoyage ethnique de chrétiens à Homs, où les Jésuites restent à leur poste](#)

13 mars 2012  
[Plus d'égalité, moins de faim](#)



Rubrique Société

## Pour une économie au service de l'homme

La crise, une opportunité

par *Jean-Marie Brandt*

*Dominique Biedermann, fondateur et directeur de la Fondation suisse pour un développement durable Ethos [1], a ouvert le séminaire 2012 de la Société vaudoise de théologie [2] (qui a eu lieu en janvier-février, sur le thème « Pour faire dialoguer économie politique et spiritualité »). Il a d'emblée rappelé que la crise n'est pas que financière, mais également économique, sociale et profondément culturelle. A ce titre, elle présente l'opportunité d'un retour à nos valeurs fondamentales.*

Les deux axes d'opportunité sont les acteurs en présence et l'émergence d'une nouvelle forme de capitalisme [3]. Parmi les acteurs en présence ouvrant une voie intéressante pour le futur de la société civile, se compte la Fondation Ethos, qui a pour but de promouvoir l'investissement socialement responsable et de favoriser un environnement socio-économique stable et prospère. C'est la voie de l'acteur responsable, qui impose des principes de bonne gouvernance et de vision d'une société dans un environnement capitaliste professionnel. Ethos est devenue en quelques années un acteur de référence dont tiennent compte non seulement les investisseurs en nombre croissant, mais également les dirigeants des sociétés.

### Petit rappel

En Suisse, un acteur majeur de la crise de 2008 a été l'UBS. L'annonce d'une perte estimée à 3 milliards de francs en automne 2007 fut largement banalisée par la direction. En décembre, la perte était déjà de 12 milliards et le 15 septembre 2008, on annonçait la faillite de Lehmann Brother à qui l'UBS prêtait et empruntait quotidiennement 300 milliards de \$. La perte de confiance du marché provoquera en fin de journée le non remboursement de ses avances. La Banque Nationale Suisse lui octroiera des prêts temporaires pour éviter l'asphyxie.

Le 16 octobre 2008, la Confédération injectera 6 milliards dans l'UBS et la BNS lui reprendra pour 50 milliards de crédits toxiques *subprimes*. Au printemps 2009, l'UBS affichait une perte de 20 milliards, alors que la perte de l'unité de banque d'investissement était alors de 50 milliards (un an auparavant, le bénéfice net était de 12 milliards). Ainsi l'UBS ne paiera plus d'impôts pendant plusieurs années et le dividende est supprimé jusqu'à nouvel avis. Un « dérapage » financier, aux lourdes conséquences économiques, sociales et culturelles.

La crise a un effet immédiat sur l'emploi, dont l'indicateur est le premier touché, ce qui provoque le mouvement social des indignés : dans l'UE, le taux de chômage est en moyenne de 10 %, pour 23 % en Espagne. Les jeunes dans l'UE sont en moyenne 22 % au chômage (50 % en Espagne), soit une génération perdue qui n'aura que très peu de chances de trouver un emploi.

Les comportements des acteurs de la crise montrent que la finance a pris un poids démesuré (volumes et quantités des transactions) par rapport à la réalité. La finance n'est plus au service de l'économie et poursuit ses propres fins : croissance illimitée, enrichissement et paraître à court terme, risque systémique. Des valeurs mythiques, dont la poursuite non réglementée, terrasse l'économie. « La finance s'apparente à un bolide qui fonce à 200 km/h sur une autoroute sans garde-fous et avec des freins de mobylette », image Dominique Biedermann.

### Une nouvelle forme de capitalisme

La crise a mis en évidence la vulnérabilité du capitalisme quand il se laisse déborder par

la finance. Les gouvernements soutiennent le système financier, mais entraînent l'économie dans la récession. Parallèlement, certains cherchent à faire émerger une nouvelle forme de capitalisme qui entend changer la finance, ce qui nous permet simultanément de tester nos plages de liberté.

Dans cet esprit, changer la finance impliquerait notamment :

de séparer les banques d'investissement des banques classiques de crédit et dépôt.

Problème : personne ne semble vouloir prendre une telle décision ;

d'interdire les opérations short [4]. De nature purement spéculative, elles sont pratiquées pour des centaines de milliards chaque jour et ont aggravé la crise de liquidité et de confiance qui a suivi celle des *subprimes*. L'approche mathématique qui soutient ce type d'opérations est enseignée dans les universités et pratiquée par les entreprises. Problème : ces opérations n'ont été interdites que pendant les quelques semaines qui ont suivi l'éclatement des *subprimes* ;

de prélever une taxe sur les transactions financières (taxe Tobin). A ce sujet, il est intéressant de relever que Nicolas Sarkozy l'a qualifiée de « financièrement indispensable, techniquement possible, moralement incontournable » le 4 novembre 2011 au G20. Déclaration restée lettre morte pour l'instant.

### Sur le plan éthique

Le rôle de l'université est décisif : enseigner la finance ne suffit pas. La notion de responsabilité y est souvent peu présente et le fondement de l'entreprise est de maximiser le profit dans le plus court terme possible. C'est un problème de sémantique : on pense profit financiers et non pas profit au bénéfice des employés, de la société, etc. Le problème est également l'horizon de réflexion : court terme plutôt que long terme. Le marché des matières premières, en particulier alimentaires, est un autre exemple de la dérive financière. La crise financière est le reflet d'une crise de société, d'une crise des valeurs. Les caisses de pension, qui évoluent à long terme, ont un rôle net à jouer.

Sous l'angle éthique, on peut évoquer les principes de référence suivants : justice (fiscalité, rémunérations) ; liberté (déréglementation, limites, gouvernance) ; solidarité, assurances sociales ; responsabilité (double niveau micro et macroéconomique). Ces principes sont à replacer au sein des entreprises, dont la Fondation Ethos représente souvent simultanément plusieurs parties prenantes : actionnaires, employés, clients, fournisseurs, société civile. « De plus, deux parties prenantes « muettes » se placent directement sous notre responsabilité : l'environnement naturel et les générations futures », explique D. Biedermann.

### Tous acteurs

Le fondateur d'Ethos pense que nous avons tous les moyens de jouer activement plusieurs de ces rôles. En particulier, nous sommes tous actionnaires de sociétés cotées en bourse, à travers les investissements qui sont effectués avec notre capital retraite.

Ensuite, investir de manière socialement responsable est possible. Il s'agit d'investir de manière rentable et sûre, tout en respectant des exigences de bonne gouvernance ainsi que de responsabilité environnementale et sociale. L'investissement socialement responsable (ISR) peut prendre différentes formes. Il s'agit de combiner une approche fondée sur des exclusions éthiques, avec une approche positive visant à favoriser les meilleures sociétés.

Par ailleurs, l'exercice actif de tous les droits d'actionnaires est indispensable. Cela implique l'exercice des droits de vote lors des assemblées générales d'actionnaires, mais également le dialogue discret avec le management dans le but d'engager des processus d'amélioration en termes de gouvernance, ainsi que de responsabilité environnementale et sociale. De plus, si le dialogue ne porte pas de fruits, il peut être opportun de présenter des résolutions d'actionnaires à l'assemblée générale et de constituer des groupements internationaux d'actionnaires pour faire pression sur le management.

En conclusion, pour D. Biedermann, rien ne justifie l'expression fataliste « l'économie et la finance, c'est trop compliqué et je n'y peux rien ». Nous sommes tous multi parties-prenantes et avons les moyens, d'une manière ou d'une autre, de réagir face aux dysfonctionnements de la finance. La crise nous met chacun devant nos responsabilités et nous avons le devoir d'y faire face.

Jean-Marie Brandt, Société vaudoise de théologie

le 26 mars 2012

### NOTES

[1] Créée en 1997, Ethos regroupe 130 investisseurs institutionnels, [www.ethosfund.ch](http://www.ethosfund.ch).

[2] Fondée en 1875, elle a pour but de rassembler les personnes autour de la vérité chrétienne et se consacre à des thèmes théologiques qui aident les ministres et laïcs engagés.

[3] Le terme utilisé de nos jours pour capitalisme est « économie de marché ».

[4] Vendre à une date future ce qu'on n'a pas et qu'on compte acheter si le prix baisse dans l'intervalle. Si le prix augmente, on revend le droit de l'acheter dans le futur.

REVUE CHOISIR  
Rue Jacques-Dalphin 18  
1227 Carouge (Genève)  
[nous contacter](#)

[2] Fondée en 1875, elle a pour but de rassembler les personnes autour de la vérité chrétienne et se consacre à des thèmes théologiques qui aident les ministres et laïcs engagés.

[3] Le terme utilisé de nos jours pour capitalisme est « économie de marché ».

[4] Vendre à une date future ce qu'on n'a pas et qu'on compte acheter si le prix baisse dans l'intervalle. Si le prix augmente, on revend le droit de l'acheter dans le futur.

REVUE CHOISIR  
Rue Jacques-Dalphin 18  
1227 Carouge (Genève)  
[nous contacter](#)